



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ
portant prescriptions complémentaires d'une autorisation d'exploiter

**Parc éolien à FRAMERVILLE-RAINECOURT, HERLEVILLE, LIHONS
et VAUVILLERS exploité par la SAS Les Vents du Santerre**

**LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**

Vu le code de l'environnement et notamment l'article R. 181-45 ;

Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et notamment l'article 15 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination du préfet de la Somme, M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, sous-préfet hors-classe, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 octobre 2015 portant autorisation d'exploiter un parc éolien à FRAMERVILLE-RAINECOURT, HERLEVILLE, LIHONS et VAUVILLERS, au bénéfice de la SAS Les Vents du Santerre ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 février 2020 à l'autorisation d'exploiter un parc éolien à FRAMERVILLE-RAINECOURT, HERLEVILLE, LIHONS et VAUVILLERS, au bénéfice de la SAS Les Vents du Santerre ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 portant délégation de signature principale à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le donner acte du 31 mars 2017 considérant que les modifications du parc éolien ne sont pas substantielles ;

Vu le rapport de visite de l'inspection des installations classées du 15 mai 2024 ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 24 mai 2024 ;

Vu les observations formulées par l'exploitant sur ce projet d'arrêté par courriel du 27 mai 2024 ;

Considérant ce qui suit :

1. la société Les Vents du Santerre est autorisée à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement à FRAMERVILLE-RAINECOURT, HERLEVILLE, LIHONS et VAUVILLERS, sous couvert notamment de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 9 octobre 2015 ;
2. l'exploitant a transmis le 17 juillet 2022 le suivi environnemental réalisé en 2021 ;
3. le rapport de suivi conclut à une mortalité plus importante des chiroptères que l'étude écologique initiale ;
4. les mesures de réduction proposées dans le cadre du suivi sont notamment les suivantes :
 1. la mise en place d'un bridage pour les éoliennes E1 et E2 ;
 2. la mise en drapeau des pales aux vitesses inférieures au cut-in-speed ;
5. il convient de prescrire ces mesures de réduction ;
6. conformément aux dispositions prévues par l'article R. 181-45 du code de l'environnement, ces modifications doivent être actées par voie d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1. – OBJET

Dès la notification du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté préfectoral du 9 octobre 2015 autorisant la SAS Les Vents du Santerre, dont le siège social est situé 71 rue Jean Jaurès - 62575 BLENDECQUES, à exploiter ses installations à FRAMERVILLE-RAINECOURT, HERLEVILLE, LIHONS ET VAUVILLERS, sont complétées par les articles ci-dessous.

ARTICLE 2. – PLAN D'ARRÊT DES MACHINES EN FAVEUR DES CHIROPTÈRES

L'exploitant met en place sur les éoliennes E1 et E2 un dispositif d'arrêt en faveur des chiroptères.

Ce plan d'arrêt est mis en place dans les conditions suivantes (l'ensemble des conditions devant être remplies) :

- entre le 15 mai et le 31 juillet :
 - durant les quatre premières heures de la nuit ;
 - lorsque la vitesse du vent est inférieure ou égale à 5 mètres par seconde ;
 - lorsque la température est supérieure ou égale à 15 °C ;
 - lorsque la pluviométrie est inférieure à 1 mm/h ;
- entre le 1^{er} août et le 31 octobre :
 - pendant huit heures après le coucher du soleil ;
 - lorsque la vitesse du vent est inférieure ou égale à 7 mètres par seconde ;
 - lorsque la température est supérieure ou égale à 12°C ;
 - lorsque la pluviométrie est inférieure à 1 mm/h.

Ces conditions s'entendent à hauteur de la nacelle.

L'exploitant établit et tient à disposition de l'inspection des installations classées un registre comprenant les données suivantes : date, horaires et conditions météorologiques (vitesse du vent, température, pluviométrie) permettant de s'assurer durant la période requise d'arrêt de sa bonne mise en place.

Cette disposition relative aux arrêts des éoliennes E1 et E2 du parc pourra être adaptée, le cas échéant, suite à la fourniture des résultats des suivis environnementaux et après validation de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3. – MISE À L'ARRÊT DES MACHINES EN CAS DE VENTS FAIBLES

Lorsque la vitesse de vent est inférieure à la vitesse de production des machines, celles-ci sont mises à l'arrêt.

ARTICLE 4. – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la cour administrative d'appel de Douai :

- par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
- par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts protégés par le code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision.

La cour administrative d'appel de Douai (50 rue de la Comédie - 59500 DOUAI) peut être également saisie via l'application Télérécours citoyens accessible par le site Internet suivant : www.telerecours.fr.

Le tiers, auteur du recours contentieux ou d'un recours administratif est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

ARTICLE 5. – PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée dans les mairies de FRAMERVILLE-RAINECOURT, HERLEVILLE, LIHONS ET VAUVILLERS et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché dans les mairies de FRAMERVILLE-RAINECOURT, HERLEVILLE, LIHONS ET VAUVILLERS pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture de la Somme ;

3° L'arrêté est publié pendant une durée minimale de quatre mois sur le site Internet des services de l'État dans le département de la Somme, à l'adresse suivante : <https://www.somme.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Eolien/Autres-decisions>.

L'affichage en mairie mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif au contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

ARTICLE 6. – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, la sous-préfète de Péronne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et les maires de FRAMERVILLE-RAINECOURT, HERLEVILLE, LIHONS et VAUVILLERS, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Amiens, le - 4 JUL. 2024

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

A blue ink signature, appearing to be 'Emmanuel MOULARD', written over a horizontal line.

Emmanuel MOULARD